

24 octobre 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, devant le Parlement, au Palais de Westminster, Londres, mercredi 24 octobre 1984.

Monsieur le Lord Chancelier,

- Je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer. Elles étaient comme l'écho de ce que j'avais entendu à Yorktown `19 octobre 1984`, où vous aviez représenté votre pays, sur le ton qui est le vôtre et qui déjà avait ravi ceux qui vous entendaient, tant étaient présentes la culture et l'histoire que vous venez à l'instant d'évoquer. C'est pour moi un grand plaisir que de vous retrouver ici et de pouvoir réfléchir aux leçons que contenait votre exposé.

- Monsieur le Speaker, comment rester insensible à la Majesté de ces lieux, à la signification qu'ils revêtent pour votre histoire, mais aussi pour la nôtre ? Comment ne pas évoquer ici, à Westminster, ce que la démocratie doit à la nation britannique ? On a fait de votre Chambre la mère des parlements et de votre pays, après la Grèce antique, la mère de la démocratie.

- Certes, l'expression pour traditionnelle qu'elle soit, pourrait se discuter : je pense à nos amis scandinaves qui ont quelques titres à faire valoir en la matière. Ne nous disputons pas. Je ferai des éloges, même, à votre façon d'être, à votre vie parlementaire qui dépasseront ce que vous en pensez vous-même. Mais telle est ma conviction. Car il n'en est pas moins vrai que c'est sur votre sol que fut rédigé le premier grand texte de droit et de principes politiques, la Grande charte de 1215. Que c'est chez vous que se mirent en place les mécanismes de la monarchie parlementaire, alors que d'autres pays devaient connaître encore longtemps l'absolutisme. C'est encore chez vous qu'a été inventé l'habeas corpus cent dix ans avant notre déclaration des droits de l'homme. Et ce n'est pas un hasard si le principe de la séparation des pouvoirs a été développé par un Français, Montesquieu, dans un célèbre chapitre de l'esprit des lois, qui s'intitulait justement "la constitution d'Angleterre".

- Le même Montesquieu, qui s'émerveillait de ce qu'il existât une nation dans le monde dont la constitution avait pour objet direct la liberté politique. C'est au retour d'un voyage dans votre pays, après l'observation, peut-être idéalisée, de votre système politique et aussi après la lecture de Locke, que Montesquieu en explicita le principe qui reste encore aujourd'hui, pour les nations démocratiques, la règle d'or. Locke, Montesquieu, le rapprochement de ces deux noms rappelle combien nos aspirations à la liberté et nos réflexions sur ce sujet se sont indéfiniment répondues à travers le temps. Et si l'on évoquait, comme l'a fait M. le Lord Chancelier, l'histoire plus ancienne, pour savoir qui a le plus apporté à l'autre, on découvre l'histoire constamment entrelacée d'apports mutuels, non seulement parce que les combats portaient, ici ou là, la marque du vainqueur, mais aussi parce que finalement, ce vainqueur changeait, pour finir par découvrir qu'il valait mieux, peut-être, prendre un autre chemin.

C'est ce qui a été fait à diverses reprises et la dernière fois en 1904, ce qui nous permet aujourd'hui de célébrer l'entente cordiale et de rappeler, ce que nous faisons à l'instant, ce que fut le long itinéraire de nos démocraties. Voltaire en résumait parfaitement les fondements lorsqu'il écrivait : "que la nation anglaise est la seule de la terre qui ait établi ce gouvernement sage où le prince, tout puissant pour faire le bien, a les mains liées pour faire le mal et où le peuple partage le gouvernement sans confusion". Tout puissant pour faire le bien, c'est un peu difficile, mais c'est déjà fort important qu'on ait les mains liées lorsqu'on veut faire le mal. Et c'est ici qu'on a trouvé cette leçon.

Cette admiration n'a jamais cessé en France. Lorsque je faisais mes études de droit

- Cette admiration n'a jamais cessé en France. Lorsque je faisais mes études de droit constitutionnel, les maîtres de l'époque citaient votre système comme un exemple, peut-être le seul, de conciliation harmonieuse entre l'autorité et la liberté. C'est dire qu'il existait chez nous et qu'il existe encore un respect du régime britannique et de son parlement. Vous savez, sans doute, combien vous avez inspiré nos débats constitutionnels en 1791, en 1848, en 1946 et en 1958, lorsque nous avons voulu, nous aussi, par des textes, il est vrai, et non par la coutume, institutionnaliser notre démocratie et tenter d'éviter - vous avez su le faire, notre succès à nous fut peut-être moins éclatant - l'instabilité. La meilleure façon de ne pas déchirer les constitutions consiste-t-elle, peut-être, à ne pas les écrire. Car, et c'est une de leurs vertus, vos institutions à vous ont traversé le temps sans prendre trop de rides. Vos partis politiques mènent de rudes batailles, je crois en avoir entendu parler. Mais ils savent où trouver un consentement sur des choses essentielles. Je pense au respect de la couronne, à la dignité nationale et aux heures graves, à la sauvegarde des libertés. L'un des symboles en est sans doute, monsieur le speaker, l'autorité qui vous est reconnue par tous.\

Mais la démocratie, plus encore qu'un édifice constitutionnel, qu'un mode d'organisation des pouvoirs publics, est aussi une façon de concevoir la place de l'homme dans la société, de pacifier les -rapports de force et d'assurer la protection de chaque individu contre toute forme d'arbitraire.

- Au-delà de vous et de nous, la démocratie est devenue une idée force. Elle s'est propagée dans le monde. Elle a bouleversé, même si, je le dirai tout à l'heure, elle a connu ses limites. Les anciens pensaient que l'idéal démocratique dérivait de l'idée du bien. Nous qui avons connu les périls totalitaires, nous savons qu'il se nourrit aussi d'expériences mauvaises, car la démocratie, traduction politique de l'exigence de liberté, est toujours menacée, toujours à conquérir. Nous l'avons défendue côte à côte, aux heures noires de la guerre. Aucun homme de ma génération, aucun de mes compatriotes ne peut oublier que c'est dans votre pays, au départ solitaire, que s'est ancrée la résistance à l'oppression, que c'est de votre pays qu'est partie la reconquête de la liberté. Cela c'est l'histoire. Winston Churchill l'a dit mieux que quiconque : "jamais telle dette ne fut contractée par tant d'êtres envers si peu d'autres". "Never was so much owed by so many to so few".

- Là où elle vit, la démocratie reste à consolider, c'est-à-dire à adapter aux problèmes des temps nouveaux au changement en profondeur des structures industrielles et techniques, afin de faire pénétrer davantage la démocratie dans le domaine économique et social, sous peine de voir nos valeurs les plus chères perdre peu à peu de leur substance. Concilier démocratie politique et démocratie sociale est une grande ambition, une ambition moderne. Elle est à notre portée. Soyons fiers de ce que nous avons accompli. Gardons confiance en nous-mêmes et mesurons du même coup les responsabilités qui nous incombent, car la démocratie reste une idée neuve et un privilège rare. Nous faisons partie du petit contingent fortuné de peuples auxquels la liberté n'est pratiquement pas mesurée, à la condition de prendre tout son sens pour chaque individu et chaque couche sociale. Mais pour la moitié de l'Europe, les trois quarts du monde, pour des milliards d'êtres humains privés de leur droits, emprisonnés, parfois torturés, la liberté demeure un idéal lointain, une raison de se révolter, une raison de mourir ou de souffrir, pour que d'autres cessent de souffrir et ne meurent pas par la loi du plus fort.\

Ces valeurs ne guident pas seulement la -recherche de notre projet politique, elles guident les principes de notre politique étrangère, la défense de nos intérêts vitaux, le maintien des fondements de la paix dans le monde et aussi région par région, le développement des pays du sud, la construction de l'Europe, notre avenir commun.

- Mesdames et messieurs, sans équilibre des forces, vous en êtes convaincus, je le suppose, il n'y a pas de paix garantie. La France, comme la Grande-Bretagne, apporte à cet équilibre une contribution importante, un effort de défense, en l'occurrence nucléaire et conventionnel. Mais nos armées ont des objectifs strictement dissuasifs et donc défensifs.

- Pour ce qui concerne la France, cette force est sous la seule autorité du président de la République et ne dépend que de lui. Nous la modernisons, nous continuerons de le faire car elle a besoin de remplir sa mission de protection. Comme vous le savez, cet effort est complété par notre participation active à l'Alliance atlantique - défensive, elle aussi - et qui couvre une zone

géographique dont on doit toujours rappeler qu'elle est précise et limitée. Quand l'équilibre des forces nous a paru menacé, mon pays n'a pas fui ses responsabilités.\

Que l'on ne s'y trompe pas, le véritable objectif à atteindre n'est pas de corriger sans fin les déséquilibres par l'introduction d'armes sans cesse plus nombreuses et plus perfectionnées, mais au contraire de ramener ces équilibres à des niveaux progressivement plus raisonnables, bref au plus bas niveau possible.

- Je le dis solennellement devant vous, n'est-il pas temps que les négociations reprennent entre les grandes puissances responsables au premier -chef de cette situation ? Dans tous les domaines des armements, qu'il s'agisse des armements stratégiques ou à moyenne portée, des éventuelles armes nouvelles qui seraient introduites dans l'espace, des armes chimiques, partout il est urgent de rouvrir des conversations, de comparer loyalement les situations et de rechercher des accords vérifiables sur la base de compromis et de contrôles réciproques.

- La France, pour sa part, est prête à contribuer à un effort sérieux pour la maîtrise de la course aux armements. Mais la disproportion des arsenaux est telle que l'on voit bien où se situent les responsabilités premières et qu'il appartient aux plus puissants de réduire d'abord clairement et considérablement leurs forces avant de passer à la suite.

- La paix prévaut depuis quarante ans entre les grands pays industriellement développés. Mais les conflits régionaux se multiplient et accroissent les risques de voir s'étendre au monde entier la rivalité est-ouest. Quelle que soit l'âpreté de ces conflits, ne peut-on espérer que la force cède le pas au droit ? Il vient un temps où les adversaires d'un moment doivent pouvoir se tendre la main dans le respect de leurs intérêts et surtout de la sécurité de l'autre. Oui, ce discours, on en sait la difficulté dès qu'on approche des réalités mais il s'agit là d'une disposition d'esprit que quelques grands pays comme les nôtres doivent constamment proposer au reste du monde.\

On ne peut résumer l'ensemble des antagonismes dans le conflit de deux super puissances, dans deux blocs militaires opposés. Il y a certes l'est et l'ouest - et nous y participons pleinement - il y a le nord et le sud. On peut se demander si, finalement, ce n'est pas cette dialectique là qui devrait l'emporter sur l'autre.

- Notre position est simple : préserver le droit, ne rien faire qui attise les conflits, poursuivre des dialogues actifs avec tous les protagonistes en liaison et en accord avec les organisations internationales, favoriser la paix. Tel est le fondement de l'action de la France hier et aujourd'hui, à Beyrouth, au Tchad, le complément indispensable de cette politique de paix étant le soutien au développement du sud. Du sommet de Cancun, en octobre 1981, à l'assemblée générale du Fonds international pour le développement de l'agriculture `FIDA` avant-hier à Paris, je n'ai cessé de demander que soit construit un système économique, financier, commercial mondial dans lequel les pays en voie de développement trouveraient leur juste place. Je n'y reviens pas ici plus longuement, sinon pour dire que notre bien-être serait bien précaire si se développe ou si se poursuit ailleurs la pauvreté.\

Mais c'est finalement la charge de construire l'Europe qui nous incombe d'abord. Une Europe née de deux terribles conflits mondiaux qui furent des guerres civiles, une Europe dont la nécessité m'apparaît chaque jour davantage. Il n'y a pas d'Europe sans institution solide, pas de bonne politique sans de bonnes procédures qui permettront des décisions rapides et des contrôles démocratiques. Nous avons déjà beaucoup fait : en 1957, six pays ont donné l'élan initial et défini le -cadre juridique de la coopération politique et économique de l'Europe. Un libre marché, et plus qu'un libre marché : une politique agricole commune, un tarif extérieur commun, les éléments d'une politique industrielle et scientifique. Et puis les institutions se sont précisées. L'assemblée des Communautés `Parlement européen` a atteint le stade de sa majorité. Elle est maintenant élue au suffrage universel et vous y êtes, vous, de plein droit, avec la part qui revient à votre grand peuple.

- Vous le savez bien, la naissance de l'Europe ne s'est pas faite sans crise. Crise de légitimité, crise de souveraineté, crise institutionnelle, crise financière .. En juin dernier, à Fontainebleau, nous avons franchi ensemble une étape mais il ne suffit plus d'additionner une somme de mesures particulières. Le moment est venu - je le crois et je vous le dis comme je le pense, je l'ai

déjà dit à La Haye, à Strasbourg, que l'Europe devienne une véritable réalité politique afin qu'elle soit capable de s'affirmer sur la scène internationale car qu'est-ce que l'union européenne ? N'échaffaudons pas une théorie, elle existe déjà cette union dans les faits. On en a précisé les grands traits dans une déclaration solennelle à Stuttgart et je pense qu'il serait bon maintenant, dans le respect de la personnalité de chacun, de confirmer son existence, d'améliorer sa capacité de décision, d'accroître ses responsabilités, d'ouvrir de nouveaux champs à la coopération pour que tout cela devienne aux yeux du monde ce qu'elle devrait être déjà : une communauté de civilisations.\

Prenons un exemple. Songeons que l'Europe, qui investit dans la recherche plus que ses rivaux américains et japonais, perd ses marchés de haute technologie. Les raisons de ce paradoxe relèvent d'une évidence : la trop faible coopération entre nos pays et, particulièrement, entre nos firmes. Et pourtant cette coopération a fait ses preuves : pensons à l'aéronautique, voyez ce qui peut être fait dans le domaine des télécommunications. Les dix pays ont déjà recommandé l'adoption de normes communes, c'est un progrès. La collaboration entre l'entreprise et l'université ne pourrait-elle revêtir des formes nouvelles ? Je pense à la fondation ou à une fondation franco - britannique qui aurait pour objet de comparer les expériences, de favoriser le travail en commun, de mobiliser les entreprises, les laboratoires, les centres de recherche publics ou privés, les universités, les grandes institutions scientifiques. Vous pouvez vous-mêmes apporter tellement .. Nous savons bien que, sur ce -plan, vous êtes l'un des pays le plus avancé du monde. De tels progrès, mesdames et messieurs, ne se décrètent pas, c'est aux gouvernements d'indiquer les directions et je sais l'intérêt de votre Premier ministre `Margareth Thatcher`, chimiste de formation et membre de la prestigieuse société royale, porte au progrès scientifique et technique.\

Monsieur le lord chancelier, monsieur le speaker, je suis de ceux qui, ayant admiré hier - c'était ma jeunesse - la résolution de votre peuple, je suis de ceux qui savent ce que l'on peut attendre aujourd'hui et demain de la Grande-Bretagne. J'espère que vous savez ce que vous pouvez attendre de la France. Nous avons bâti, ou rebâti, un dialogue portant ses contradictions et ses rudesses. Pourquoi pas de rudesse, dès lors que c'est le langage de la franchise, que chacun apporte sa vérité ... qu'importe, si nous avons ensuite réalisé l'indispensable synthèse.. Alors, ayons ensemble, face aux périls qui grandissent, une -énergie comparable à celle que nous avons dépensé des siècles durant, chacun pour soi, parfois contre les autres et montrons, dans les travaux de la paix, la détermination, l'énergie, la ténacité qui furent les vôtres et les nôtres pour sauver nos patries et défendre la liberté.

- Hier, j'ai pu de nouveau voir l'hospitalité de sa Majesté la reine `Elisabeth II`. J'ai pu évoquer quelques-uns de ces thèmes et apprécier la qualité de l'accueil, la sensibilité des propos, la force des institutions, des traditions, la liberté d'esprit devant des problèmes nouveaux qui se posent.

- C'est aussi avec confiance que j'adresse à travers votre personne mon salut personnel et celui de la France au peuple britannique ici représenté.

- Vive votre peuple ...

- Vive la Grande-Bretagne.\